



La lettre des administrateurs

CGT -Groupe La Poste-

Pas de progrès social sans service public

Conseil d'Administration du 20 février 2014 - N° 178

Des résultats financiers 2013 qui nécessitent l'urgence d'une autre politique au sein du groupe La Poste

La situation en Europe est encore loin d'être stable, et la croissance n'est pas encore au rendez vous. Dans ce contexte, les Français sont en moyenne 2 % moins riches qu'au début 2008.

Un état de fait qui a sans équivoque un impact sur la santé économique des entreprises dont le groupe La Poste n'est pas épargné. Le courrier l'est encore moins puisqu'il ne vit que par l'échange entre individus et entre entreprises et individus ce qui nécessite du pouvoir d'achat.

Les solutions préconisées par l'actuel gouvernement nous laissent très interrogatifs surtout quand ce dernier préfère donner jusqu'à 800 millions d'euros dans une entreprise privée comme PSA, et dans le même temps réduire les aides dévolues aux missions de services publics.

Il en va de même s'agissant de l'accumulation d'exonérations de cotisations quelqu'elles soient sans contre-partie des entreprises en termes d'emplois, d'investissement ou encore d'augmentations de salaires, toutes mesures indispensables pour la relance de l'économie. Et ceci vaut pour le groupe La Poste qui bénéficie de ces mesures, qu'il s'agisse du CICE ou des exonérations des cotisations familiales.

En 2012, on nous présentait les objectifs budgétaires comme étant atteints et semblant conforter La Poste dans une situation de stabilité financière. Un an plus tard, ce discours n'aurait plus lieu d'être.

Dans ce contexte, les administrateurs salariés CGT réitèrent leur demande auprès des actionnaires que sont l'Etat et la CDC de renoncer à l'encaissement des dividendes au titre de cet exercice. Les résultats financiers du groupe doivent servir essentiellement à l'investissement et au développement de ce dernier.



Le groupe La Poste en Euros (année 2013 en millions d'€)

Chiffre d'Affaire : 22084 M€ + 2 % // 2012
Résultat d'exploitation : 770 M€ - 5.6 % // 12012
(- 42 % hors CICE)
Résultat Net : 627 M€ + 31 % (- 31 % hors CICE)
Dette nette : 3 778 M€ + 318 M€

Courrier

Chiffre d'Affaire : 11 103 M€ - 2.7 % // 2012
Résultat d'Exploitation : 471 M€ - 31.1 % // 2012

SOFIPOST

Chiffre d'Affaire : 1 211 M€ + 7 % // 2012
Résultat d'Exploitation : 67 M€ stable // 2012

Colis

Chiffre d'Affaire : 1 597 M€ + 2.8 % // 2012
Résultat d'Exploitation : 101 M€

GEOPOST

Chiffre d'Affaire : 4391 M€ + 9.1 % // 2012
Résultat d'Exploitation : 319 M€ + 8.8 % // 2012

Enseigne/La poste mobile

+ 633 000 nouveaux clients

La Banque Postale

PNB : 5 539 M€ + 5.7 % // 2012
Résultat d'Exploitation : 708 M€ + 14 % // 2012
Coefficient d'exploitation : 84.9 % - 0.9 % // 2012
Activité crédit + 17,3 %, activité assurances + 16 %

Le résultat d'exploitation atteint 770 millions d'euros pour l'exercice 2013, soit 5.6 % de moins qu'en 2012, et ce malgré un Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi de 297 millions d'euros

Cette situation, aujourd'hui bien réelle, est pour partie due à la baisse des volumes du courrier mais pas seulement, elle est aussi le résultat de choix politiques et stratégiques sur lesquels les administrateurs salariés CGT n'ont cessé d'interpeller les dirigeants. Ces orientations ont mené le groupe La Poste droit dans le mur.

Impacts « néfastes » des choix stratégiques et politiques

- **2715 suppressions d'emplois** encore dans la maison mère La Poste. Chiffre certes moindre que les années passées, mais encore bien trop au regard de l'aggravation des conditions de travail.
- **3 216 millions d'euros de sous-traitance dans le transport** soit 221 millions d'€ // 2012
- **75 millions d'€ pour litiges sociaux**, soit 36 % de plus // 2012 prouve d'une augmentation constante de l'emploi précaire
- **100 millions d'€ de cessions** qui perpétue le bradage du patrimoine

Les administrateurs salariés CGT réaffirment que ces résultats ne sauraient être le fait du personnel, qui fait les frais de cette politique, face à des restructurations incessantes et des suppressions d'emplois.

Un bilan financier qui ne laisse guère de place à la réponse aux besoins du personnel quelque soit son métier, ou son statut, le gel des salaires pour les fonctionnaires, des propositions salariales au rabais pour les contractuels, des négociations au ralenti en terme d'organisations du travail, d'instance de groupe, ou encore de droits syndicaux.

Un an après leur annonce toujours rien de concret, alors que répressions, ou encore criminalisation syndicale sont devenues légions, face au refus des réorganisations, des restructurations, des suppressions d'emplois, des fermetures de sites ou de services. Et les dirigeants de La Poste osent encore parler de confiance !

Difficile dans ce contexte de pouvoir aborder un « pacte social » dont le nouveau plan stratégique doit s'accompagner pour qu'enfin ce dernier réponde aux attentes du personnel et au besoin d'un service public postal de qualité.

Ce n'est certainement pas, la trajectoire qui a été présentée au CA du 28 février sur le nouveau plan stratégique 2014/2020 dans la droite ligne des précédentes qui va rassurer le personnel sur son devenir et celui de l'entreprise.

Le CA arrête les comptes du groupe La Poste



Pour :	14
Abstention :	2 (1 FO)
Contre :	5 (3 CGT, 2 SUD)

Seul apparaît le vote des administrateurs qui le souhaitent

Pour les administrateurs salariés CGT, il est grand temps pour La Poste de prendre enfin en compte les propositions de la CGT, en terme renforcement de missions de services publics et pour l'Etat de respecter ses engagements financiers.

A CE POINT INAVOUABLE !!

Aucune information dans ce CA (contrairement aux CA précédents sur l'arrêté des comptes annuels) sur :

- le montant des dividendes qui seront versés aux actionnaires – « en cours de négociations » répond le PDG
- le montant de l'enveloppe totale attribuée pour l'intéressement versé aux postiers – « ce n'est pas au CA que cela se négocie » dit le PDG

Plus que d'être entendus, les postiers et les postières ont besoin d'actes forts qui répondent à leurs besoins afin de pouvoir mener à bien leurs missions, c'est pourquoi les organisations syndicales leur proposent de s'exprimer haut et fort, tous ensemble le 13 mars prochain.



Les administrateurs CGT du groupe La Poste
Bernard DUPIN – Sylvie FEOLA – Michel LERSY

Prochain CA le 10 avril 2014